

Avis voté en plénière du 28 mars 2017

Vers une bioéconomie durable

Déclaration du groupe CGT-FO

La bioéconomie est un concept qui séduit. La Commission européenne a installé un « Observatoire de la bioéconomie » et en avril 2012, le gouvernement Obama a publié un plan sur la bioéconomie nationale. Publications, colloques fleurissent sur ce sujet, laissant penser que l'ensemble de la société s'est rallié à l'idée d'un monde fini, voué à l'entropie.

L'avis présenté aujourd'hui, au-delà de quelques prescriptions techniques sur les énergies renouvelables, sur l'usage de la biomasse flirte avec ce courant de pensée qui conçoit la nature comme un monde clos. Cet avis exhorte subtilement à abandonner « l'industrialisme » et encourage à verser dans la sobriété, à réguler la démographie mondiale.

Pour Force ouvrière, la réponse à l'augmentation des pressions environnementales, aux émissions de polluants, aux besoins de la population mondiale se ne trouve pas dans une réponse malthusienne mais dans une nouvelle approche véritablement bioéconomique de la production et de la consommation, plus respectueuse du traitement et du stockage des ressources naturelles et du recyclage et de l'élimination des déchets.

C'est pourquoi Force ouvrière souscrit à la proposition de renforcer l'effort de recherche, de multiplier les centres de recherche afin de développer, de perfectionner les connaissances, les compétences et les innovations notamment dans le secteur des biotechnologies, des énergies sûres et propres qui permettront de gérer plus efficacement les ressources tout en réduisant les externalités négatives et en préservant, stimulant la croissance économique et l'emploi.

Force ouvrière soutient l'intensification de l'usage de la biomasse y compris de résidus, déchets agricoles et forestiers. Toutefois, il ne faudrait pas que le verdissement des approvisionnements énergétiques ne vienne concurrencer la production alimentaire et nuire à la sécurité alimentaire. Il ne doit pas contribuer à aggraver les pertes, appauvrissements de biodiversité résultant de la déforestation et la conversion des sols. Il ne doit pas prendre la forme de vastes monocultures de canne, de soja et de palmiers à huile propriété des multinationales de l'agro-industrie qui s'étendent au dépens des écosystèmes et des zones à haute valeur de conservation. Il ne faut pas que la production des agrocarburants, dont l'intérêt en termes d'émission de gaz à effet de serre est faible, se traduise en Amérique Latine, en Asie et en Afrique par le déplacement de populations vulnérables, par une intensification de l'exploitation de mains d'œuvre, par une violation des droits humains, du travail et par des expropriations.

Au contraire, la bioéconomie doit participer tout au long de la chaîne de la production à la logistique à la réduction significative des émissions de gaz à effet de serre en comparaison avec les énergies fossiles. Elle doit contribuer au développement social et économique des populations. Elle doit être durable sur le plan environnemental et social.

Pour Force ouvrière, la décroissance est une impasse. L'austérité imposée aux peuples européens depuis la crise de 2008 a été une catastrophe sociale et n'a fait progresser en rien la cause environnementale. Il ne convient pas de faire moins mais de faire mieux. Au regard de l'ensemble de ces éléments, le groupe FO s'est abstenu sur cet avis.